



EURODEFENSE-FRANCE

Petit Déjeuner avec M. Jolyon Howorth

Europe: Réveillez-Vous!

Jolyon Howorth

Mon titre, est « le nouveau contexte mondial de sécurité » et je vais en parler. Nous vivons une époque de changement rapide, de changement potentiellement révolutionnaire. Les puissances montantes confrontent les puissances établies. Les états occidentaux, si longtemps hégémoniques sur l'échiquier global, peinent toujours à se remettre d'une crise économique qui n'a guère touché leurs rivaux émergents. En même temps, le voisinage de l'Europe s'enflamme. Des conflits déchirent le monde arabe et la guerre s'installe en Ukraine.

Les états européens font face à des défis majeurs dans la quasi-totalité de leur voisinage, de l'Arctique à la Mer Noire et du Bosphore à l'Atlantique. Ils restent lourdement dépendants du commerce mondial, et se trouvent tributaires de régimes instables pour leur approvisionnement énergétique. Face à ces défis, il n'existe pas de solutions faciles ou objectivement « correctes ». Mais on ne peut pas se passer de solutions si nos intérêts doivent être défendus contre des menaces venant d'ailleurs.

Cependant, il semble que les états européens restent déterminés à ne pas trouver de solutions efficaces. Aux Etats-Unis, de véritables débats politico-intellectuels font rage autour de l'évolution du système international. Les Européens, par contre, au lieu d'entamer une véritable réflexion stratégique, s'en sont tenus à la politique de l'autruche. Au cœur du problème se situe le fait que les états européens – surtout les plus grands – font preuve d'une répugnance tenace à reconnaître que leur capacité nationale ou individuelle à faire face à ces défis extérieurs est en baisse sensible et rapide, alors que la seule réponse qui vaille est une réponse européenne collective et coordonnée.

Pourquoi cette myopie stratégique ?

Les changements rapides dans la politique internationale ont provoqué, aux Etats-Unis, un débat intense sur des questions fondamentales: 1) les implications de la multipolarité émergente pour le leadership global américain et pour la sécurité nationale; 2) les moyens les plus à même de faire face à une Chine vent en poupe; 3) les implications de la crise financière pour le système économique mondial; 4) les défis posés par une Russie qui redécouvre sa

puissance impériale classique. Je veux m'attarder quelques minutes sur ce débat, car il est indispensable d'essayer de comprendre la direction générale, l'évolution de l'ordre global. Et tout d'abord, l'avenir de la politique globale américaine. Le débat post-Irak et post-Afghanistan en Amérique départage par exemple ceux qui préconisent davantage de multilatéralisme, d'institutionnalisme et de gouvernance globale, et ceux qui défendent une vision plus classique de la politique des puissances, mais selon une interprétation plus rigoureuse de l'intérêt national. Certains réalistes préconisent davantage d'expansionnisme américain, alors que d'autres réclament un retrait drastique des engagements américains (« Restraint »). Toutes ces tendances sont opposées à ceux qui réclament carrément un isolationnisme intégral – l'ossature intellectuelle de la politique étrangère du Tea Party (si l'utilisation du mot intellectuel dans le contexte du TP n'est pas oxymoronique).

Traversant tous ces débats, nous retrouvons une confrontation profonde – théorique voire idéologique – entre réalisme et libéralisme. Les réalistes purs et durs décèlent dans les relations internationales contemporaines « le retour de la géopolitique ». Pour ceux-ci, l'année 2014 a marqué la réapparition brutale de la politique des puissances, accompagnée par des tentatives, de la part des pays « révisionnistes » (Iran, Chine, Russie), de faire basculer en leur faveur le statut quo, de contester frontalement les normes et les rapports qui sous-tendent l'ordre actuel. Il faudrait donc organiser la résistance pour rétablir l'équilibre (the balance of power). Pour les libéraux par contre, les changements en cours peuvent aisément être gérés dans le cadre de l'ordre libéral international existant. Ceux-ci soulignent que cet ordre reste stable et que « les alliances, les partenariats, le multilatéralisme, la démocratie sont en train de gagner plutôt que de perdre les luttes du XXI^e siècle autour de la géopolitique et de l'ordre mondial ». L'objectif stratégique est donc de tenir ferme et d'obliger les émergents à emboîter le pas, à se faire récupérer par l'ordre libéral. D'aucuns plaident une approche plus nuancée qui suppose, entre les puissances établies et les puissances montantes, un « global grand bargain » (grande négociation globale) faite de concessions mutuelles dans tous les grands domaines de la politique publique, menant progressivement vers un ordre mondial totalement nouveau – un ordre acceptable à tout le monde. Charles Kupchan, quant à lui, entrevoit un monde multipolaire où aucune puissance n'est dominante, un « ordre » caractérisé par de multiples chemins vers la modernité, des chemins culturellement très divers, et une coexistence précaire.

Les libéraux, me semble-t-il, sous-estiment les défis posés par les nouvelles puissances. Ils sous-estiment en particulier la rancune ressentie par les émergents devant l'ordre libéral mondial. Même les démocraties montantes (Inde, Brésil, Afrique du Sud) contestent un ordre international construit non seulement par, mais aussi pour les puissances occidentales. L'Inde a étonné plus d'un observateur par son refus de voter l'intervention en Libye, ou de cautionner les sanctions contre la Syrie. L'Inde et le Brésil se sont tous deux abstenus dans le vote de l'Assemblée Générale sur l'annexion de la Crimée. Ils se sont joints au refus de la Chine et de l'Afrique du Sud d'envisager l'exclusion de Vladimir Poutine des réunions du G-20. Les BRICS viennent de lancer leur *Banque de Développement Nouvelle*, challengeur ouvert aux institutions de Bretton Woods. Même dans l'hypothèse où les thèses libérales restent dominantes, des fissures se décèlent déjà au sein du monde libéral entre les démocraties traditionnelles et les

démocraties montantes. Deux politologues ont même évoqué un « clash des démocraties » (Harrison & McLaughlin Mitchell).

Depuis 2008, le débat aux USA a été arbitré par l'essor de la « Doctrine Obama », mélange de prudence stratégique, de focus sur les priorités les plus absolues, de manque de volonté de s'impliquer dans les conflits régionaux, et assortie d'une demande pressante en direction des alliés européens et asiatiques de prendre davantage en charge la responsabilité de la sécurité du voisinage. C'est le fameux « leadership from behind ». Nous l'avons rencontré en Libye, en Syrie, au Mali, en République Centrafricaine, en Iraq et même en Crimée et en Ukraine. Au printemps 2014, plus de 60% des sondés américains estimaient que les Etats-Unis devraient refuser de s'engager en Ukraine, contre 32% en faveur. Un poids lourd universitaire aussi éminent que Barry Posen (MIT) a estimé que « même si la Russie s'attachait la totalité de l'Ukraine, les intérêts vitaux des USA n'en seraient nullement impactés ».

Quelles que soient les forces et les faiblesses de ces arguments, ce qui est remarquable – et grave – c'est que l'on n'assiste nullement en Europe à ce genre de vaste débat stratégique. Au contraire, au niveau de l'Union Européenne (à la différence de ses états-membres) c'est la dénégation stratégique collective qui l'emporte. On a du mal à déceler au niveau européen le même type – et surtout pas le même niveau – de réflexion stratégique. Quels doivent être le rôle et la place de l'Europe dans un monde en transition accélérée? Comment faire pour aiguiller cette transition vers un aboutissement compatible avec les intérêts et les valeurs européens ? En 2013, pour préparer le Conseil sur la Défense du mois de décembre, plusieurs études essayaient de dresser une vision stratégique de l'Europe (*European Global Strategy* ; IERI etc) mais ceux-ci, à de rares exceptions près, faisaient plutôt ressortir le manque d'ambition, l'absence de volonté, l'incapacité européenne plutôt que la lucidité programmatique. Or, il est absolument indispensable, si l'on veut réagir de façon intelligente à l'évolution du monde, de savoir si l'on doit essayer d'étayer l'ordre existant ou d'œuvrer à la mise en place d'un autre. Il me semble qu'en Europe on ne pose même pas ce genre de question.

Ceci est d'autant plus étonnant que le nouvel ordre mondial pèse de façon beaucoup plus lourde sur l'Europe que sur les Etats-Unis. Si ce n'est que par le fait de la géographie, le territoire des USA reste relativement à l'abri de toute menace directe. Le gaz de schiste leur offre la perspective d'une indépendance énergétique qui les libérera – relativement – des griffes du grand moyen-Orient. Alors que ni la géographie, ni l'indépendance énergétique ne s'offrent aux Européens, qui, eux, se trouvent au contraire à portée de missiles déployés par des régimes incontrôlables, sur lesquels ils restent dépendants pour des ressources indispensables. Et les Européens semblent avoir fermé la porte à la révolution schiste. (A mon avis, une bonne décision, mais elle a des conséquences stratégiques...) Le besoin donc d'une véritable réflexion stratégique et les dangers d'un angélisme « libéral » sont bien plus poignants de ce côté de l'Atlantique que de l'autre.

Au silence stratégique de l'Europe, il y a plusieurs explications.

Premièrement, la crise financière a exacerbé l'introspection intrinsèque du vieux continent. La crise de l'Euro a sensiblement affaibli et la volonté et la capacité des Européens de forger une politique étrangère collective et cohérente. L'austérité s'est attaquée à toutes les politiques publiques, y compris les budgets de défense. Pas étonnant que l'agenda surchargé des

sommets européens laisse peu de temps pour la discussion de la politique étrangère et de sécurité. Ce n'est, me semble-t-il, qu'une fois définitivement résolue la crise de l'Eurozone que l'on trouvera l'énergie nécessaire pour s'occuper de la stratégie géo-politique.

Deuxièmement, il y a une dimension structurelle à ce malaise. L'Union Européenne privilégie des approches programmatiques et techniques à ses rapports internationaux. Il leur manque terriblement de dimension politique. Parfois, quand il s'est agi d'offrir une perspective d'accession à l'UE, cette approche a été couronnée de succès. Mais la même approche a tendance à rendre l'Union aveugle aux conséquences géopolitiques de ses actions. En poursuivant, en automne 2013, de façon purement programmatique l'ouverture à Kiev, l'UE a totalement perdu de vue la réaction inévitable de la Russie. Ce n'est pas dire que l'Union est responsable, à elle seule, de la crise ukrainienne. Mais sa façon de s'y prendre y a contribué sensiblement. La Russie n'a jamais joué d'autre jeu que les échecs. C'est un jeu à somme nulle. Le concept même de la somme positive est inconnu à Moscou. Un point c'est tout. Là-dessus, il faut rigoureusement revoir la copie européenne.

Troisièmement – et peut-être de la manière la plus importante – la myopie stratégique européenne s'explique par des habitudes paresseuses très ancrées et le fruit de décennies de dépendance par rapport aux USA. Sécurisés par le parapluie américain, les Européens se sont offert le luxe d'essayer de jouer un rôle mondial sans se soucier de la force militaire. Pour ne donner qu'un exemple évident: dans leurs rapports avec la Chine, les états européens ont cherché des avantages étroitement commerciaux (« la géo-économie ») en laissant aux USA le soin de s'occuper des dimensions géopolitiques délicates provoquées par le volontarisme déstabilisateur de la politique étrangère chinoise récente.

J'irai même plus loin. Certains commentateurs européens, soucieux de générer un récit pour légitimer leur inaction géopolitique, ont prétendu que c'est en effet l'inaction elle-même qui représente une forme nouvelle de « pouvoir ». Comme l'affirme le doyen des études de ce qu'on appelle « la puissance normative » (encore un oxymoron) « le facteur le plus important qui marque le rôle international de l'UE, ce n'est pas ce qu'il fait ou ce qu'il dit mais ce qu'il *est* ». Le Traité de Lisbonne, affichant un angélisme typique, se donne pour objectif international « la promotion des valeurs européennes ». Hélas, la « puissance normative » n'est rien sans les accoutrements de la puissance classique. Ce fut, après tout, le triomphe de la puissance militaire qui a permis aux Européens d'exporter aux quatre coins du monde leur modèle de « civilisation ». La diffusion des valeurs occidentales n'avait rien à voir avec leur prétendu universalisme, mais bel et bien avec la domination matérielle de la force brute occidentale. Ce qui a permis aux Européens, dans les décennies récentes, d'expérimenter de nouvelles formes d'influence internationale, comme la « puissance normative » ou les valeurs européennes, c'est qu'ils vivaient sous la protection militaire des Américains.

Aujourd'hui, la notion même d'une UE « modèle », sur lequel se pencheraient les yeux du monde émergent, (ce récit cher aux apôtres du « soft power ») est une absurdité. Elle a été démentie non seulement dans les faits (la crise de l'Eurozone, de Schengen, de la PSDC – les trois domaines de politique publique qui vont au cœur de la souveraineté) mais aussi par la recherche scientifique. Un analyste éminent affirme que le manque de goût de la part des pays de l'ASEAN pour le « modèle » européen « a été sensiblement renforcé par la crise de l'UE ». Avant-hier, le pape François, devant le Parlement Européen, a évoqué un monde « de moins en

moins euro-centrique » qui considère le vieux continent « avec désintéressement, méfiance et soupçon »...

Les Européens habitent non seulement un monde qui subit une « transition globale du pouvoir » très rapide, mais aussi une région profondément instable. La volonté de Xi Jinping de tester la résolution de l'administration américaine dans les deux mers dites « de Chine » affiche la traduction de la puissance économique en confiance géostratégique et militaire. La région Asie-Pacifique dépense plus que l'Europe sur la défense pour la première fois depuis 600 ans. L'Arabie Saoudite a dépassé le Royaume-Uni en équipement militaire. Certes, ni la démographie ni les pétrodollars ne se transforment automatiquement en puissance réelle. Les forces militaires européennes maintiendront encore quelques décennies un avantage qualitatif. Mais le sens de l'évolution, du basculement, est clair. La question se pose avec urgence de savoir quel pourrait être un rôle crédible et efficace pour l'Union Européenne en tant qu'acteur international? La stratégie a été définie de la façon la plus succincte comme «le rapport calculé entre moyens et grandes fins ». L'UE jusqu'aujourd'hui n'a pas vraiment l'habitude de penser en termes de « grandes fins », encore moins de les assortir de moyens adaptés...

Première question : L'UE, est-elle réellement, et si oui, en quel sens, un acteur global ? On l'affirme souvent, dans tous les textes dits « stratégiques », tels la *Stratégie de Sécurité Européenne*. Les rapports commerciaux de plus en plus forts entre les états européens et les états asiatiques font que les premiers ne peuvent pas se désintéresser de ce qui se passe à l'autre bout du monde. L'instabilité en Asie se traduirait inmanquablement en défis importants pour l'UE comme la perturbation des flux commerciaux, des marchés financiers et des dommages subis par nos partenaires régionaux économiques et commerciaux: Japon, Australie, Corée du Sud. Personne ne sait si l'essor des nouvelles puissances se traduira par un ébranlement soutenu et durable des règles et des institutions de l'ordre libéral international. Ce qui est indiscutable, par contre, c'est que les transformations de la puissance économique et politique globale doivent être le point de départ d'une véritable réflexion stratégique européenne. Pour ma part – ça vaut ce que ça vaut! – je ne pense pas que l'UE doive – ou puisse – devenir un acteur militaire mondial. Elle doit chercher à réaliser ses ambitions asiatiques en bonne intelligence avec ses principaux partenaires stratégiques, ceux qui sont en effet capables de jouer dans la région Pacifique un rôle de puissance majeure. Et la contrepartie indispensable de ce partenariat serait que l'UE accepte de se définir et de s'équiper pleinement en tant qu'acteur régional.

Or, dans le voisinage, il y a énormément à faire. Les Américains sont farouchement demandeurs. Nos principaux partenaires internationaux s'y attendent. La réalité le confirme. Malgré l'assertion, dans la SSE, selon laquelle « les forces européennes ont été déployées à l'étranger, dans des pays aussi éloignés que l'Afghanistan, le Timor-Est ou la République démocratique du Congo », en fait, sur les 37 missions de la PSDC, pas moins de sept ont été déployées dans les Balkans (c'est-à-dire à l'intérieur des frontières de l'UE) et vingt en Afrique. Sur les dix autres, cinq se sont déroulées sur la frontière orientale de l'UE (3 en Géorgie et 2 en Ukraine), deux en Palestine (d'utilité discutable), une en Irak (un fiasco), une en Afghanistan (un échec total) et une en Indonésie (succès relatif)... L'Europe est un acteur régional, un acteur du voisinage. Mais quel type d'acteur? Il faut commencer par un constat.

Le constat c'est que la célèbre « Politique de Voisinage » est un échec total. Echec dans la conception : il lui manquait dès le début une quelconque dimension politique. Que cherchait-on exactement à faire avec les dictateurs du Maghreb et du Mashrek – bloquer l'avenir des

jeunes? Ce fut également un échec dans la portée : il n'y a jamais eu de tentative de coordonner la Politique de Voisinage et la PSDC. Enfin, ce fut aussi un échec dans la mise en œuvre : étant donné que les pays membres n'avaient tout simplement pas de politique collective ni envers le Sud, ni envers l'Est, on a laissé faire à la Commission, avec son approche programmatique et technique, en faisant fi de toute dimension politique, et en se limitant à des instruments de conditionnalité. Ces instruments avaient, certes, marché pour l'élargissement. Mais ils étaient quasiment inutiles en direction de pays soit qui ne souhaitaient pas l'accession, soit à qui on l'avait objectivement refusée. En plus, les quinze pays du « voisinage » (6 à l'Est et 10 au Sud) ont été traités comme s'ils étaient tous identiques, alors qu'ils sont profondément différents les uns des autres et n'ont pratiquement en commun que leur proximité à l'UE. Le premier dossier sur l'agenda de Federica Mogherini doit être la relance de fond en comble de l'approche européenne au voisinage. Stefan Lehne, dans une excellente étude récente en a proposé les éléments de base.

- Une approche régionale et sous-régionale dans laquelle la méthodologie de l'élargissement est réservée aux pays candidats.
- Une amélioration et augmentation de la boîte à outils, surtout pour promouvoir l'infrastructure sous-régionale.
- Le développement d'une approche beaucoup plus sophistiquée envers la démocratie, basée sur la société civile.
- Le développement et le renforcement du leadership politique. Le voisinage doit relever des dossiers du HR en étroite collaboration avec les états-membres.

Ce qui nous conduit à la PSDC. A quoi sert la PSDC? Je regrette beaucoup de le dire, ayant consacré à ce sujet plus d'une vingtaine d'années de ma vie et pas moins de cinq livres: je ne sais pas à quoi elle sert! Je sais ce qu'elle fait. Elle fait des missions, trente-sept à ce jour si l'on en croit le site de ISIS-Europe – en prenant en compte la toute nouvelle-née: EUAM-Ukraine qui sera déployée en Ukraine lundi. Il y a maintenant une littérature « scientifique » foisonnante sur ces missions de gestion de crises. Elle est assez sévère dans l'ensemble. Une thèse de doctorat récente qui portait sur les cinq missions PSDC en RDC en a fait un bilan fort négatif, concluant carrément que « l'UE ne sait pas admettre sa défaite ». Je n'ai pas le temps de passer en revue les conclusions de ce travail considérable, sauf de noter que la majorité des analystes se demande où exactement se trouve la valeur ajoutée.

Il faut donc se souvenir des raisons profondes derrière le lancement de la PSDC, et surtout derrière sa soi-disant « autonomie ». Vous vous souviendrez qu'avant de partir sur la piste « autonomiste » de la PSDC, nous avons essayé d'instrumentaliser la capacité européenne en matière de sécurité et défense de l'intérieur de l'OTAN. Ce fut, au milieu des années 1990, le projet d'IESD – *Identité Européenne de Sécurité et de Défense*. Ce projet ne marchait pas, entre autres, pour trois raisons fondamentales. D'abord, au niveau politico-institutionnel, le cadre clé, l'UEO, fut de loin trop faible pour donner à l'IESD le dynamisme nécessaire. Deuxièmement, sur le plan capacitaire, les tentatives d'emprunter aux USA les instruments militaires qui manquaient aux Européens furent vouées à l'échec. Enfin, sur le plan financier, le problème incontournable fut que les Européens avaient tellement intériorisé le « free-riding » qu'ils étaient devenus incapables de ne pas dépendre de l'Onclé Sam. Le défi de la PSDC « autonome » fut hypothéqué par deux paris. Le premier pari était que les Européens seraient plus susceptibles de se doter d'une véritable capacité dans le cadre de l'UE que dans celui de l'OTAN. Qu'ils

accepteraient en tant qu'Européens les sacrifices financiers nécessaires pour devenir de véritables acteurs de sécurité - sacrifices qu'ils avaient évités en tant qu'« Atlantistes ». Ceci impliquait également un deuxième pari : que l'UE serait capable de s'occuper des missions dont les Etats-Unis ne voulaient pas s'occuper, surtout des missions dans le voisinage – n'oublions jamais que le point de départ de toute cette histoire de la CSDP fut la Bosnie, suivie de près par le Kosovo... L'Oncle Sam voulait dans les deux cas, s'abstenir – mais fut obligé d'agir - très à contrecœur.

Or, j'estime que nous avons raté ces deux paris. Sur le plan des budgets et de l'équipement, les Européens se sont avérés aussi radins et peu dépensiers dans le cadre de l'UE qu'ils ne l'ont été dans le cadre de l'OTAN. Récemment, comme vous le savez tous, le problème s'est sensiblement aggravé. Mais sur le plan des missions, les Européens se sont révélés aussi incompetents en Libye, au Mali, en RCA, en Syrie et en Ukraine qu'ils ont été naguère dans les Balkans. A quoi sert l'autonomie? A monter une petite opération de réforme du secteur de sécurité en Guinée-Bissau? A imaginer une mission d'assistance aux frontières libyennes. Une centaine d'« experts » européens pour aider un gouvernement quasi-inexistant à gérer des frontières terrestres longues de 4,348 km et des frontières maritimes longues de 1,770 km, des frontières d'ailleurs qui, tout comme le gouvernement libyen, n'existent pratiquement pas. Désolé d'ironiser, mais il faut repenser beaucoup de choses. Je vous en propose quatre, mais vraiment, il y en a des tonnes.

Il faut commencer par le rapport entre les parties et le tout, entre les états-membres et l'Union elle-même. Le fil conducteur évident dans les défis multiples et majeurs que doit relever l'UE, c'est que peu de ces défis – peut-être même aucun – ne sont/n'est gérables par un seul état-membre. Même pas la France ! Faire face à l'agression russe en Ukraine ; à l'instabilité croissante de toute l'Afrique du Nord et du Sahel ; aux défis tous azimuts posés par Daesch. Comment de la façon la plus efficace aider les Américains à renforcer l'ordre libéral international ? Tout cela ne peut être envisagé qu'au niveau européen. Or la plupart des états-membres n'ont pas commencé à réfléchir à ces questions – même individuellement – alors que la seule réponse qui vaille doit être collective. Certains états semblent vouloir réduire (encore !) l'ambition de l'UE en matière de PESC. Mais l'option « petite Suisse » n'est pas imaginable pour un continent qui dépend à tel point du monde extérieur. Ce serait sacrifier nos intérêts vitaux sur l'autel de la convenance. Avant même de passer à la véritable réflexion collective, les différents états-membres (je dirais surtout les grands) se doivent de reconnaître explicitement leur faiblesse et leur vulnérabilité individuelles objectives. Tant qu'ils resteront persuadés que leurs intérêts nationaux s'opposent à leurs intérêts collectifs, ils resteront prisonniers de leur propre (il)logique. L'UE ne deviendra jamais un acteur conséquent tant que prévaut l'esprit du chacun pour soi (exemples : diplomatie commerciale avec Beijing ; vente du Mistral à Moscou...) Dans le contexte global de la puissance en transition, chaque pays de l'UE se trouve objectivement dans exactement la même situation que chacun des autres. Il est crucial de commencer un dialogue européen sur les scénarios d'avenir afin de mieux définir la bonne voie. Je pourrai, si vous voulez, en dire plus dans la discussion, mais il faut passer à mes autres propositions.

Deuxième proposition : la politique envers le Sud. Nous avons une politique du voisinage. Elle a échoué. Nous avons toujours une Union pour la Méditerranée. Elle n'a jamais eu la moindre utilité et il faudrait fermer boutique. Nous avons toujours une stratégie de développement et de sécurité au Sahel qui date de 2011. Elle est déjà dépassée par l'événement

(le printemps arabe et ses conséquences). Nous devons nous poser la question stratégique : quelles « grandes fins » ? Et avec quels moyens ? Que peut-on raisonnablement chercher à accomplir par une politique envers le Sud. L'aide au développement ? Le débat fait rage sur sa méthode. De plus en plus d'experts – dans le Sud comme dans l'Ouest – affirment que l'aide fait partie du problème plutôt que de la solution. La liaison entre aide (à supposer qu'elle soit souhaitable et sage) et sécurité a constamment été réitérée – mais jamais instrumentalisée. Tout cela est à revoir de fond en comble. Ce que fait la France dans cette région est exemplaire. Mais elle ne peut pas continuer à le faire toute seule (même en forgeant une alliance – ô combien symbolique – avec l'Algérie de Bouteflika). Il faudrait donc un dialogue privilégié entre la France, l'UE et l'Union Africaine. Il y a du pain sur la planche.

Troisième proposition : la politique envers l'Est. On avait un partenariat oriental. Il a vécu, faute d'objectif politique clair. Nous entrons actuellement dans un bras de fer avec la Russie qui sera vraisemblablement catastrophique pour la stabilité de la région. Il n'y a pas de « solution militaire ». Les Américains ne la cherchent pas et les Européens sont incapables de l'imposer. Poutine a certainement avalé beaucoup plus qu'il ne saura digérer. L'Union eurasiennne est un défi terrible pour Moscou – et n'aura certainement aucun sens sans l'Ukraine. Mais il ne faut pas jouer aux échecs sur le dos des Ukrainiens. Le fait de souhaiter l'accession à l'UE (même de le souhaiter avec la force du désespoir) ne suffit pas pour y arriver. Il faut donc chercher, avec les Russes, les bases d'un régime de sécurité collective qui couvre la totalité de l'espace entre l'Atlantique et l'Oural/Caucase. Il ne sert à rien d'affirmer que, dans les conditions actuelles, on ne peut pas parler aux Russes. C'est précisément dans les conditions actuelles qu'il faut leur parler. Mais d'une seule voix. Sinon, ce n'est pas la peine. Les Américains ne veulent pas assumer le leadership dans cette région. Ils ont suffisamment de défis à relever ailleurs. C'est aux Européens de s'y atteler. Énorme défi stratégique (quelles « grandes fins » ? – avec quels moyens ?).

Enfin, quatrième proposition : A terme, le dossier le plus urgent à mon avis (et le Général Perruche connaît bien mon sentiment) c'est de résoudre le casse-tête des rapports entre la PSDC et l'OTAN. Et l'on pourrait raisonnablement ajouter, surtout en ce lieu, entre la PSDC, l'OTAN et la politique de défense des états-membres clés. Compte tenu de ce que je disais tout à l'heure sur l'échec du projet autonomiste de la PSDC. Étant donné que, malgré des discours ininterrompus sur la relance de l'OTAN, personne ne sait toujours exactement à quoi sert l'Alliance (ou plutôt il y a au moins trois réponses contradictoires à cette question). Tout le monde répète inlassablement qu'il faudrait une coopération intense entre l'OTAN et la PSDC. Les Américains exigent davantage de leadership européen – surtout dans le voisinage. Les Européens ne peuvent plus esquiver leurs responsabilités historiques. L'actuelle « division du travail » entre l'OTAN et la PSDC, selon laquelle celle-là est censée faire les gros œuvres et celui-ci les menus travaux (tous les deux se leurrant sur leur efficacité), cette division du travail ne convient à personne et n'était pas prévue - fut même exclue – dans l'esprit de Saint Malo. Pourquoi ne pas tirer la conclusion logique et opérer tout simplement une fusion entre les deux ?

Voilà, j'ai terminé !